



**HAL**  
open science

## Le parti, l'expert et les théories économiques

Mathieu Fulla

► **To cite this version:**

Mathieu Fulla. Le parti, l'expert et les théories économiques: Le cas du Parti socialiste d'Épinay (1971-1981). *Politix*, 2019, 2 (126), pp.85 - 109. 10.3917/pox.126.0085 . hal-03602506

**HAL Id: hal-03602506**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-03602506>**

Submitted on 9 Mar 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Le parti, l'expert et les théories économiques

## Le cas du Parti socialiste d'Épinay (1971-1981)

Mathieu FULLA

**Résumé** – L'histoire sociale des idées économiques du Parti socialiste (PS) de sa refondation par François Mitterrand à l'accession de ce dernier à la présidence de la République en 1981 présente un double intérêt méthodologique. Elle permet tout d'abord de mettre en lumière une configuration partisane originale où les idées constituent une ressource de première importance dans le combat politique. Les dirigeants du PS, pour la plupart portés vers la théorie, partagent alors un *ethos* commun qui les pousse à justifier théoriquement leurs positions politiques. L'approche mobilisée dans cet article contribue également à la réflexion plus large sur la figure de l'expert engagé en milieu partisan. Resserrer la focale sur cet acteur permet de ne pas considérer le parti comme une simple « entreprise politique ». Au cours de cette période, le PS d'Épinay est aussi un récepteur, un producteur et un médiateur d'hétérodoxies économiques comme le néo-marxisme états-unien ou les théories françaises de la Régulation. La multiplication des supports de diffusion des idées partisans (colloques, livres, brochures de formation, presse partisane, revues de courant, etc.) témoignent ainsi d'un souci des idées que l'on ne retrouve ni au temps de la SFIO de Guy Mollet (1947-1969) ni dans les périodes plus récentes de son histoire.

**Mots clés** – socialisme français, partis politiques, expertise, histoire des idées économiques, fabrique et usage des programmes politiques

Lors de la campagne pour l'élection présidentielle de 1974, François Mitterrand décide de confier la rédaction de son programme à Jacques Attali, polytechnicien, énarque et docteur en économie<sup>1</sup>. Revenant vingt ans après sur la trajectoire de cet expert devenu conseiller du Prince, le journaliste Guy Sitbon décrit l'évolution brutale de son rapport à l'économie une fois sa nomination acquise :

« Coiffé de responsabilités, l'intellectuel d'hier tourna instantanément au politique. Une proposition n'est plus vraie ou fausse, elle est bonne ou mauvaise pour nous. Il valait mieux que le bon pour nous soit vrai mais ce n'était pas l'essentiel. On partait pour gagner des voix, pas pour décrire le monde tel qu'il est. "Je ne travaille pas pour l'éternité, je travaille pour le 5 mai", répétait-il à ses assistants sidérés de la métamorphose<sup>2</sup>. »

L'analyse, quoique réductrice, contient sa part de vérité. Depuis le milieu des années 1990, les nombreuses recherches sur l'expertise ont mis en évidence l'ambivalence de la situation de l'expert engagé, qui oscille sans cesse entre deux mondes, celui du savoir et celui du pouvoir<sup>3</sup>. Dans les démocraties libérales et pluralistes de l'après Seconde Guerre mondiale, toute action publique se situe sur une frontière étroite entre expertise et stratégie politique<sup>4</sup>. Dans le cas du Parti socialiste (PS) des années 1970, le rapport très instrumental à l'économie de son leader, François Mitterrand, rappelle la fonction première de l'expert dans un parti tourné vers la conquête du pouvoir, celle de mettre en musique une stratégie généralement définie sans lui.

Aussi essentiel soit-il, le constat de l'instrumentalisation des questions économiques par un parti de gouvernement n'en est pas moins insuffisant. Le bricolage idéologique des dirigeants socialistes ne doit pas faire oublier l'acculturation de cette organisation à des approches parmi les plus originales de la théorie économique des années 1960-1970. Les experts engagés en son sein jouent un rôle central dans le processus. Dans cette étude de cas, ils apparaissent comme des acteurs dont l'autorité interne sur les questions économiques dépend moins de leur formation et de leur situation professionnelle – au demeurant fort variées – que de leur proximité avec les principaux leaders du parti et de leur capacité à traduire le langage économique occidental dominant, de plus en plus mathématisé<sup>5</sup>, en une langue plus accessible au premier abord, celle du

---

1. Je remercie Nicolas Azam, Rafaël Cos, Michele Di Donato, Marc Lazar, Claire Lemerrier, Thibaut Rioufret et les deux rapporteurs anonymes de *Politix* qui ont commenté et discuté tout ou partie de ce texte.

2. Sitbon (G.), *Le cas Attali*, Paris, Grasset, 1995, p. 115.

3. Calafat (G.), « Expertise et compétences. Procédure, contextes et situation de légitimation », *Hypothèses*, 1, 2010, p. 100.

4. Lima (L.), « Les frontières de l'expertise », *Cahiers internationaux de sociologie*, 126 (1), 2009, p. 154.

5. Fourcade (M.), *Economists and Societies. Discipline and Profession in the United States, Britain, & France, 1890s to 1990s*, Princeton and Oxford, Princeton University Press, 2009, p. xi.

politique. Sous l'impulsion de ces hommes et de ces (rares) femmes ainsi que sous celle de dirigeants disposant d'une familiarité avec les questions économiques (Jean-Pierre Chevènement, Pierre Joxe et, après 1974, Michel Rocard et Jacques Delors), le PS se confronte à des approches produites par des courants hétérodoxes de la théorie économique, en particulier le néo-marxisme états-unien et les différentes branches de la théorie française de la Régulation. Par-delà leurs divergences, ces approches accordent une place plus importante « aux rapports sociaux, aux jeux des acteurs collectifs, aux normes et aux institutions<sup>6</sup> » que ne le font le « keynésianisme de la synthèse », orthodoxie dominante des champs académique et administratif que les experts socialistes aspirent à dépasser, et le monétarisme friedmanien, qu'ils combattent. François Mitterrand soutient cette mutation programmatique tant qu'elle ne met pas en péril l'union de la gauche, fondement de sa stratégie de conquête du pouvoir. Sous sa direction, l'endossement d'idées nouvelles par le parti est conditionné à la compatibilité de ces dernières avec le programme commun de gouvernement conclu en 1972 avec le Parti communiste (PCF) et, on l'oublie souvent, le Mouvement des radicaux de gauche (MRG)<sup>7</sup>. Avec plus ou moins d'états d'âme selon le courant auquel ils appartiennent, les experts économiques du PS acceptent tacitement ce cadre politique strict. Leurs idées sont d'ailleurs rejetées voire combattues s'ils s'en écartent trop ouvertement, notamment lorsqu'ils remettent en cause, à l'instar des rocardiens à la fin de la décennie, la pertinence de nationalisations industrielles et bancaires étendues pour sortir la France de la « crise<sup>8</sup> ».

Cet article explore une piste de recherche ouverte dans le cadre de notre doctorat et jusqu'ici peu creusée, celle du contenu des idées économiques produites par le PS d'Épinay<sup>9</sup>. Au cours de la décennie 1970, cette organisation connaît un processus d'acculturation complexe et non dénué d'ambiguïtés à de nouvelles approches économiques. Les experts engagés, dont la sociologie a été étudiée dans le cadre d'un précédent travail, y jouent un rôle clé de médiateurs

6. Laval (C.), « Orthodoxie et hétérodoxies économiques », in Charle (C.), Jeanpierre (L.), dir., *La vie intellectuelle en France*, t. 2, Paris, Seuil, 2016, p. 701.

7. Tartakowsky (D.), Bergounioux (A.), dir., *L'union sans unité. Le programme commun de la gauche, 1963-1978*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012.

8. « Le programme commun de gouvernement. Parti socialiste-Parti communiste (27 juin 1972) », supplément au *Bulletin socialiste* de juin 1972, p. 8. Sur la discussion de la notion de crise, Fergusson (N.), « Introduction : Crisis, What Crisis? The 1970s and the Shock of the Global », in Fergusson (N.) et al., eds., *The Shock of the Global. The 1970s in Perspective*, Cambridge, The Belknap Press of Harvard University Press, 2010.

9. Fulla (M.), *Le Parti socialiste face à la question économique (1945-1981). Une histoire économique du politique*, thèse pour le doctorat en histoire, Sciences Po Paris, 2012, p. 610-638. Voir également pour une réflexion sur le rapport du PS à la « crise » des années 1970, privilégiant l'usage politique des idées plus que leur contenu, Fulla (M.), « Les experts économiques du Parti socialiste face à la crise des années 1970 », in Coste (L.), Guillaume (S.), dir., *Élites et crise du XVI<sup>e</sup> au XXI<sup>e</sup> siècle. Europe et Outre-mer*, Paris, Armand Colin, 2014.

et de passeurs entre savoir et pouvoir<sup>10</sup>. Ces acteurs qui, pour les plus importants d'entre eux, sont souvent des militants de longue date détenant des responsabilités locales et/ou nationales, ne jouent pas seulement le rôle d'« *Issue Advocates* » s'efforçant de convaincre leur « patron » en politique d'opter pour la solution la plus conforme à leurs intérêts. Ils apparaissent également, pour reprendre la typologie de Roger Pielke Jr., comme des « *Honest Brokers* d'alternatives politiques », s'efforçant d'élargir et de clarifier l'éventail des options économiques possibles tout en laissant aux élites dirigeantes, dont beaucoup possèdent ou acquièrent une « expertise interactionnelle<sup>11</sup> » sur le sujet, la responsabilité du choix final<sup>12</sup>.

Dans la configuration spécifique des années post-Épinay, où le PS connaît une « parenthèse militante<sup>13</sup> » rare dans son histoire et s'engage dans une stratégie d'union de la gauche et de « rupture avec le capitalisme » à contre-courant des principaux partis sociaux-démocrates ouest-européens, la production de ses idées économiques passe par trois grandes phases. La première est celle de la captation. À l'initiative d'un groupe d'études, d'un leader ou d'un de ses proches conseillers, le parti se saisit d'un ouvrage théorique, d'une revendication portée par les confédérations syndicales et/ou le mouvement social dont il pourrait tirer un profit politique. Fédération de fédérations dont l'histoire interne ne peut se comprendre qu'en gardant à l'esprit la force des rivalités de courants, le parti entretient – comme la plupart des formations politiques – des rapports avec des syndicats de travailleurs, des associations et des organisations internationales constitutifs du milieu dans lequel il baigne. Ces pôles constituent autant de lieux de production et de diffusion d'idées économiques dont le parti se nourrit pour élaborer ses propres positions, comme en témoigne par exemple la forte influence exercée par la Confédération française démocratique du travail (CFDT) sur les travaux du courant rocardien ou des proches de J. Delors. La deuxième phase du processus de production des idées économiques socialistes est celle de la mise en conformité de l'idée captée avec la doctrine économique socialiste. Celle-ci se trouve donc enrichie des références marxistes obligées et nettoyées de ses éventuelles scories libérales. Ce temps de conversion idéologique révèle la surdétermination de l'économique par le politique dans une formation tournée vers la conquête du pouvoir. Mais il est aussi le moment d'un débat théorique, parfois poussé et souvent vif, dont les différends peuvent être exposés sur la place publique. La direction du parti s'efforce, avec plus ou moins de réussite, d'imposer ses vues, notamment au

---

10. Fulla (M.), « L'« économiste » en politique. Les experts socialistes français des années 1970 », *Revue française de science politique*, 66 (5), 2016.

11. Collins (H.), Evans (R.), *Rethinking Expertise*, Chicago, The University of Chicago Press, 2007, p. 77-90.

12. Pielke Jr. (R. A.), *The Honest Broker. Making Sense of Science in Policy and Politics*, Cambridge University Press, 2007, p. 2-3.

13. Lefebvre (R.), Sawicki (F.), *La société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2006, p. 55-66.

moment de la rédaction du programme. S'ouvre alors la dernière phase du processus de production, celle de la promotion des idées économiques jugées à la fois utiles au renforcement de la crédibilité du PS et conformes à la stratégie de l'union de la gauche. Leur intégration dans la propagande plus générale de l'organisation n'empêche pas les leaders de courant en désaccord avec les mitterrandistes – J.-P. Chevènement entre 1975 et 1979, M. Rocard après la défaite électorale de 1978 – de continuer à exprimer publiquement leurs dissonances.

L'exploration des trois phases du processus de production des idées économiques du PS d'Épinay ouvre des pistes stimulantes pour l'écriture d'une histoire sociale de ses idées. La focale des experts de l'organisation, plus « *Honest brokers* » qu'« *Issue advocates* » (l'un n'excluant cependant pas l'autre), permet de lier l'analyse de leur contenu à celle de leurs usages politiques, tout en montrant comment le parti renouvelle sa manière de penser et de dire l'économie par rapport à la SFIO des années 1960 et à l'éphémère nouveau Parti socialiste d'Alain Savary (1969-1971), incapables de se défaire de la mauvaise réputation historique de l'organisation sur le sujet. *A contrario*, l'étude des années Épinay met en lumière un ethos partagé par les dirigeants du PS, celui de justifier théoriquement leurs positions et de démontrer leur aptitude à manier des références intellectuelles complexes. La multiplication des supports de diffusion des idées partisans – colloques, brochures de formation, presse partisane, revues de courant – témoignent d'un culte de l'écrit et d'un souci des idées que l'on ne retrouve pas, en tout cas avec une telle ampleur, dans le parti de Guy Mollet ou dans les périodes plus récentes de son histoire.

Après avoir présenté les différentes approches économiques irriguant le PS et les manières dont ces dernières sont importées et diffusées auprès des différentes audiences du parti (leaders de courants mais aussi base militante), nous reviendrons sur les traductions programmatiques dont elles font l'objet et sur leur rôle dans les conflits politiques avec la droite, le PCF et entre courants du parti. En conclusion, nous soulignerons l'intérêt de l'histoire sociale des idées en milieu partisan pour dépasser l'idée, trop réductrice, d'un rapport purement instrumental des responsables politiques à l'économie<sup>14</sup>. Le fait même pour ces derniers de mobiliser des approches hétérodoxes à des fins tactiques induit en effet une modification du contenu de leurs croyances économiques antérieures, et le fait d'y renoncer assez rapidement une fois le pouvoir conquis ne signifie pas que ces idées n'aient pas été acculturées au cours de la période d'opposition.

---

14. Sur les soubassements méthodologiques de l'histoire sociale des idées en milieu partisan, voir l'introduction de Thibaut Rioufreyt au dossier.

### Aux sources des approches économiques du PS

Cette recherche, qui prend appui sur une thèse de doctorat en histoire étudiant le rapport des socialistes français à l'économie de la Libération à 1981, mobilise des sources de différentes natures, qui permettent de suivre l'appropriation, la circulation et la diffusion des idées économiques hétérodoxes dans le PS, du stade de leur production à celui de leurs usages – ou non-usages volontaires – dans la conquête du pouvoir.

Les archives du PS d'Épinay, conservées au Centre d'archives socialistes de la Fondation Jean-Jaurès (FJJ), constituent le socle de ce travail. Elles permettent la consultation de nombreux documents produits par le premier secrétariat de F. Mitterrand ainsi que des travaux menés par les commissions d'études et divers organismes de recherche du PS intéressés par les problèmes économiques, à l'instar de l'Institut socialiste d'études et de recherches (ISER).

Les lacunes de ces archives partisans ont été comblées par le recours à de nombreux fonds personnels de militants et de responsables socialistes : fonds Albert Gazier et Claude Fuzier à l'Office universitaire de recherche socialiste (OURS), fonds Gilles Martinet au Centre d'histoire de Sciences Po (CHSP), ou encore fonds François Mitterrand à l'Institut François Mitterrand, pour ne mentionner que les sources citées dans le cadre de cet article.

L'appréhension du PS dans son milieu partisan et ses interactions avec les autres formations politiques impliquait le croisement des sources partisans avec des archives syndicales, notamment celles de la Confédération française démocratique du travail (CFDT), conservées par le centre d'archives de la Confédération à Paris. La relation PS-PCF, cruciale pour saisir les ressorts des prises de position économique du PS, a fait l'objet d'une attention particulière. De nombreuses archives du PCF, conservées aux Archives départementales de Bobigny, ont été consultées : enregistrement des réunions du Comité central, archives de la section économique et quelques documents relatifs à l'union de la gauche extraits du fonds Gaston Plissonnier, dirigeant important du parti depuis les années 1950.

L'analyse du contenu des idées économiques variées produites par les courants du PS a été permise par le dépouillement systématique de l'énorme corpus de publications partisans (presse, brochures, revues, ouvrages)<sup>15</sup>, des livres publiés par les experts dans la collection « Économie en liberté » de J. Attali et Marc Guillaume aux Presses universitaires de France<sup>16</sup>, et de sondages dans la presse généraliste via la consultation des dossiers de presse de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP) conservés à la bibliothèque de Sciences Po. Cette masse de sources imprimées a été soumise à une analyse thématique de contenus, s'efforçant de repérer les processus d'hybridations, altérations et traductions des idées économiques au cours des différentes étapes de leur processus de production. Enfin, l'étude des idées est inextricablement liée à celle des experts qui les portent. Une quarantaine d'entretiens semi-directifs portant, pour l'essentiel, sur les années 1960 et la période Épinay ont été réalisés auprès d'experts et de responsables politiques

15. Pour une présentation détaillée de ces sources imprimées, voir Fulla (M.), *Les socialistes français et l'économie (1944-1981). Une histoire économique du politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016, p. 431-443.

16. Sur cette collection, voir *infra*.

de la période. Le choix des témoins visait à ne pas privilégier un courant du PS par rapport à un autre, à éviter la surreprésentation des spécialistes de macroéconomie par rapport à leurs homologues de politique industrielle ou de socio-économie, et, dans une perspective comparatiste, à recueillir la parole des experts du Parti socialiste unifié (PSU) et du PCF. Il s'agissait également de croiser les témoignages des dirigeants et « économistes » les plus en vue avec ceux d'experts moins connus mais représentatifs des trois principaux profils socioprofessionnels – hauts fonctionnaires, universitaires, cadres du secteur privé – mis en valeur par une analyse des correspondances multiples (ACM) et une classification ascendante hiérarchique (CAH) des « économistes » du PS. La méthodologie de cette enquête prosopographique et ses principaux résultats sont disponibles en ligne<sup>17</sup>.

## Le PS face aux hétérodoxies économiques

Dans la décennie 1970, les programmes et discours du PS sont irrigués par trois types d'approche économique : un marxisme renouvelé ; une approche qualitative du développement qui, sans jamais intégrer réellement les idées autogestionnaires, favorise l'émergence de propositions nouvelles, notamment en matière de partage du temps de travail et de politique énergétique ; une confiance partagée par les experts de tous les courants dans les modèles économétriques utilisés par l'administration des Finances, le Commissariat général du Plan, l'INSEE et des organismes publics à la frontière de l'administration et de l'université comme le Comité d'organisation des recherches appliquées sur le développement économique et social (CORDÈS) ou le Centre pour la recherche économique et ses applications (CEPREMAP)<sup>18</sup>. Portées par un et souvent plusieurs courants eux-mêmes aiguillonnés par des dirigeants sensibles aux questions économiques, ces approches sont fréquemment hybridées avant d'être diffusées dans le parti à l'aide de supports variés. Dans la seconde moitié des années 1970, la capacité des élites partisans à maîtriser les codes mais aussi les soubassements du raisonnement économique dominant se traduit par un gain de crédibilité sur le sujet qui n'aurait pas été possible sans un important effort de réflexion collective allant bien au-delà de la simple acquisition d'éléments de langage. Cette tendance est d'autant plus intéressante à relever qu'elle constitue bien davantage l'exception que la norme dans l'histoire de l'organisation depuis la fin du second conflit mondial.

### *Revivifier le marxisme*

Depuis la naissance de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) en 1905, les socialistes ont toujours témoigné d'un fort attachement au

17. Fulla (M.), « L'« économiste » en politique... », art. cit., annexe méthodologique <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2016-5-page-773.htm> (consultée le 21 décembre 2018).

18. Bezes (P.), Montricher (N.) de, « Le moment CORDÈS (1966-1979) », in Bezes (P.), dir., *L'État à l'épreuve des sciences sociales*, Paris, La Découverte, 2005.



marxisme comme « mythe mobilisateur ». Mais ses élites ne l'ont que très rarement considéré comme un instrument pour bâtir une politique économique<sup>19</sup>. Dans les années 1960, les programmes partisans reposent, sans vraiment l'assumer, sur une vulgate keynésienne, articulée autour de l'idée de « planification démocratique » inspirée par les marges politiques, syndicales et clubistes de la gauche non communiste (PSU, CFDT et Club Jean-Moulin principalement).

En 1966, la naissance du Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste (CERES) de J.-P. Chevènement au sein de la SFIO, la volonté de Guy Mollet et de F. Mitterrand de se rapprocher du PCF par le biais de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS) créée dans la foulée de l'élection présidentielle de 1965<sup>20</sup>, et la popularité croissante du concept d'aliénation dans le mouvement contestataire des « années 1968 » suscitent néanmoins un regain d'intérêt pour le marxisme. Les dirigeants du CERES, favorables à l'élaboration d'un programme commun avec le PCF, prônent « l'application à la société capitaliste avancée d'instruments d'analyse empruntés à Marx », sans toutefois « faire du marxisme un système apologétique<sup>21</sup> ». La diffusion de leurs idées dans la SFIO, qu'ils considèrent comme un « lieu d'investissement possible pour de jeunes énarques de gauche » hostiles au pouvoir gaulliste, passe par une série de publications et de colloques, qui lui confèrent un certain rayonnement intellectuel dans l'organisation<sup>22</sup>. Pour les chevènementistes, la politique industrielle socialiste, si elle souhaite relever le « défi américain », doit remettre au premier plan l'objectif de l'appropriation publique des moyens de production et d'échange et prendre appui sur un « marxisme revivifié<sup>23</sup> ». Cette approche s'inspire beaucoup de la théorie marxiste du Capitalisme monopoliste d'État (CME) promue par le PCF depuis sa conférence de Choisy-le-Roi en 1966<sup>24</sup>. Pour ses tenants, le capitalisme a atteint un stade « impérialiste-monopoliste ». Le taux de profit des entreprises est artificiellement maintenu par des investissements de plus en plus massifs au rendement de plus en plus faible, et par un État prenant en charge les dépenses improductives (infrastructures de transport, activités de recherche-développement, etc.). Sur le plan théorique, cette approche présente nombre de traits communs avec les travaux menés au début des années 1970 par le Groupe de recherche sur la régulation de l'économie

19. Ducange (J.-N.), « Le Marx des socialistes (1) : le moment Guesde-Jaurès », in Ducange (J.-N.), Burlaud (A.), dir., *Marx, une passion française*, Paris, La Découverte, 2018, p. 40.

20. « Déclaration commune PC-FGDS », 20 décembre 1966, in PCF, *Accord conclu entre le Parti communiste français et la Fédération de la gauche démocrate et socialiste. Une étape importante dans la voie de l'union des forces ouvrières et démocratiques*, Paris, SGP, 1966, p. 4.

21. Charzat (M.), Chevènement (J.-P.), Toutain (G.), *Le CERES, un combat pour le socialisme*, Paris, Calmann-Lévy, 1975, p. 15.

22. Verrier (B.), *Loyauté militante et fragmentation des partis. Du CERES au MDC*, thèse pour le doctorat en science politique, Université Robert Schuman, Strasbourg III, 2003, p. 83.

23. « Éditorial », *Cahiers du CERES*, n° 3, avril 1968, p. 2.

24. Pouch (T.), *Les économistes français et le marxisme : apogée et déclin d'un discours critique (1950-2000)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001, p. 50-56.

capitaliste (GRREC) de Gérard Destanne de Bernis, branche grenobloise de ce que l'on appelle communément – et improprement – à partir des années 1980 l'« École de la régulation »<sup>25</sup>.

Le plaidoyer du CERES pour une réappropriation de Marx par la SFIO s'explique d'abord par des motivations politiques : parler le même langage que le PCF constitue à ses yeux un moyen efficace d'accélérer l'union de la gauche. Mais il s'explique aussi par une admiration sincère pour la théorie du CME, considérée avec scepticisme par les autres courants socialistes. La volonté du CERES de sensibiliser ses militants aux renouveaux du marxisme occidental permet de reconnecter le PS à des débats dont la SFIO était largement absente au temps de Guy Mollet (1947-1969). Les militants chevènementistes sont introduits à la pensée d'Herbert Marcuse, de Theodor Adorno et surtout de Nicos Poulantzas, l'une des principales sources d'inspiration du courant, par le biais de nombreuses publications et de sessions de formation au marxisme<sup>26</sup>. Après Épinay, le parti n'est plus illégitime à débattre de Marx avec le PCE, l'extrême gauche et le Parti socialiste unifié (PSU).

La remarxisation idéologique du parti d'Épinay n'est pas l'œuvre du seul CERES. F. Mitterrand s'entoure lui aussi d'experts maîtrisant bien cette théorie, en particulier dans sa version CME. Le plus important d'entre eux, Christian Goux, ingénieur civil des Ponts-et-Chaussées, agrégé d'économie (titre rare parmi les experts) devenu universitaire et directeur d'un laboratoire de conjoncture, accède rapidement au premier cercle des conseillers mitterrandistes. Dans ses publications et ses prises de parole militantes, il n'hésite pas à rendre hommage aux travaux de l'économiste universitaire Paul Boccard, expert de premier plan du PCF et membre du Comité central, et à souligner la pertinence de son approche pour penser la « crise » capitaliste et les moyens d'en sortir<sup>27</sup>.

Quoique critiques à l'égard du CME, d'autres experts de F. Mitterrand pro-meuvent dans le parti une forme de marxisme qui n'en est pas très éloignée. J. Attali et plusieurs de ses proches mobilisent une théorie plus en vogue dans les cercles du socialisme européen et international, celle du « capitalisme monopoliste » élaborée par les économistes néomarxistes états-unis Paul Baran et Paul Sweezy, dont l'ouvrage phare avait été traduit chez Maspero en 1968, deux ans seulement après sa parution. Les « attalo-mitterrandistes » soutiennent qu'une politique combinant efficacité économique et justice sociale implique

25. Boyer (R.), *La Théorie de la régulation : une analyse critique*, Paris, La Découverte, 1986, p. 25-30.

26. Hanley (D.), *Keeping Left? Ceres and the French Socialist Party*, Manchester, Manchester University Press, 1986, p. 61. Merlin (É.), *Le Ceres, de l'autogestion à la République*, mémoire de maîtrise d'histoire, Paris 1, 2002, p. 107.

27. Goux (C.), Jalons pour une histoire quantitative du socialisme français », *Les Cahiers du Club Nouvel Observateur*, n° 6, 23 juin 1975. Goux (C.), *Sortir de la crise*, Paris, Flammarion, 1978.

l'extension du secteur public et le renforcement des mécanismes de planification<sup>28</sup>. La mise en avant des travaux de P. Baran et P. Sweezy plutôt que de ceux de P. Boccara sur le CME – qui se ressemblent pourtant beaucoup en matière de prescriptions politiques – s'explique par leur peu de sympathies pour le communisme, leur scepticisme vis-à-vis de l'idéologie productiviste de la section économique du PCF et leur refus de considérer les nationalisations industrielles comme l'alpha et l'oméga d'une politique socialiste. Il se comprend également par leur défense d'une approche plus qualitative du développement que la théorie du CME ne permet pas, selon eux, de mettre en œuvre.

### ***Promouvoir une approche plus qualitative du développement***

À l'heure de la grande contestation de mai-juin 1968<sup>29</sup>, l'autogestion est incontestablement le concept qui traduit le mieux les aspirations des soixante-huitards<sup>30</sup>. Les travaux de Frank Georgi ont mis en lumière l'enthousiasme avec lequel la CFDT et le PSU ont popularisé la notion dans le mouvement ouvrier de même que les ambivalences stratégiques et intellectuelles des gauches françaises vis-à-vis du « modèle yougoslave<sup>31</sup> ». Au tournant des années 1970, le virage autogestionnaire pris par le PSU et la CFDT ne constitue cependant pas une réelle source d'inspiration pour le PS. Au sein du parti, seul le CERES affirme sans ambiguïté la finalité autogestionnaire de son projet<sup>32</sup>. Sa définition du concept s'éloigne néanmoins de celle couramment admise par le PSU et la CFDT. Alors que ces derniers militent pour la mise en œuvre simultanée de la révolution et de l'autogestion, le CERES ne croit cette dernière possible qu'après une phase de « socialisme d'État<sup>33</sup> ». Le prosélytisme des chevènementistes en faveur de l'autogestion est constamment freiné par les autres composantes de la majorité d'Épinay qui n'y voient, au mieux, qu'un instrument pour rallier au parti la nébuleuse contestataire de mai-juin 1968.

La profession de foi autogestionnaire du programme *Changer la vie*, publié par le PS en mars 1972, apparaît ainsi comme une coquille vide. Avant 1973, le mot même est absent de la propagande partisane<sup>34</sup>. Le succès de l'expérience des Lip à Besançon et la perspective de rallier une grande partie des militants du PSU et de la CFDT au PS poussent toutefois F. Mitterrand à s'en réclamer à

28. Baran (P. A.), Sweezy (P. M.), *Le capitalisme monopoliste*, Paris, Maspero, 1968.

29. Dammame (D.) et al., dir., *Mai-juin 1968*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2008.

30. Berstein (S.), « Les usages politiques de l'autogestion », in Georgi (F.), *Autogestion : la dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, p. 158.

31. Georgi (F.), *L'autogestion en chantier. Les gauches françaises et le "modèle" yougoslave*, Paris, Arbre bleu, 2018, p. 361-416.

32. Bréhier (É.), « Le CERES et l'autogestion au travers de ses revues : fondement identitaire et posture interne », in Georgi (F.), dir., *Autogestion...*, op. cit.

33. Mandrin (J.), pseudonyme collectif des responsables du CERES, *Socialisme ou social-médiocratie*, Paris, Seuil, 1969, p. 122-123.

34. Cépède (F.), « L'autogestion dans la propagande socialiste, 1968-1980 », in Georgi (F.), dir., *Autogestion...*, op. cit., p. 232.

partir de 1974. Organisées en octobre, les Assises du socialisme font de l'autogestion la « clé de voûte » du socialisme démocratique et du PS son principal relais politique<sup>35</sup>. Dans son discours d'ouverture, F. Mitterrand prend soin de souligner qu'il accepte l'intégration du concept dans le bagage idéologique partisan à la condition expresse qu'il n'entrave pas la dynamique unitaire avec le PCF<sup>36</sup>.

Cet usage explicitement tactique réservé par le premier secrétaire à l'autogestion n'empêche pas le développement d'une réflexion intense sur cette « nouvelle culture politique<sup>37</sup> ». Celle-ci est portée par des experts proches de Michel Rocard, et dans une moindre mesure de Jacques Delors, qui entretiennent pour la plupart des liens étroits avec la CFDT. Les intellectuels rocardiens (Jacques Julliard, Pierre Rosanvallon, Patrick Viveret) occupent une place centrale dans cette nébuleuse cherchant, sans nécessairement unir ses forces, à promouvoir un « socialisme autogestionnaire aux couleurs de la France<sup>38</sup> ». De nombreux ouvrages théoriques ainsi qu'une revue, *Faire*, fondée en 1975 et rapidement sous-titrée « Mensuel pour le socialisme et l'autogestion », nourrissent une réflexion théorique allant au-delà du simple projet tactique visant à souligner l'originalité du courant rocardien dans le PS. Ces tentatives échouent toutefois à impulser une véritable dynamique autogestionnaire dans le parti. Dès 1976, soit moins d'un an après l'adoption par le parti de *Quinze thèses sur l'autogestion*, les rocardiens se retrouvent isolés dans la défense de la notion, assimilée par la majorité du parti aux divagations de quelques intellectuels en mal d'utopies mobilisatrices<sup>39</sup>. À partir de 1978, le PS ne publie plus de document spécifique sur l'autogestion et les rocardiens eux-mêmes abandonnent une référence qui s'épuise<sup>40</sup>.

*A contrario*, des idées ayant bénéficié d'une très faible publicité dans et hors de la sphère partisane induisent des renouvellements programmatiques importants. C'est notamment le cas de la question énergétique, que nous ne pouvons développer dans le cadre de cet article<sup>41</sup>, et de celle du partage du temps de

35. Kraus (F.), *Les Assises du socialisme ou l'échec d'une tentative de rénovation d'un parti*, Les Notes de la Fondation Jean Jaurès, 31, juillet 2002, p. 93.

36. Mitterrand (F.), intervention aux Assises du socialisme, 12 octobre 1974, base de données des débats du centre d'archives socialistes de la Fondation Jean Jaurès (CAS-FJJ), [www.archives-socialistes.fr](http://www.archives-socialistes.fr) (consultée le 1<sup>er</sup> juillet 2012).

37. Rosanvallon (P.), Viveret (P.), *Pour une nouvelle culture politique*, Paris, Seuil, 1977.

38. Georgi (F.), « Un socialisme autogestionnaire aux couleurs de la France ? », in Castagnez (N.), Morin (G.), dir., *Le Parti socialiste d'Épinay à l'Élysée*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.

39. Bizot (J.-F.), et al., *Au parti des socialistes*, Paris, Grasset, 1975, p. 394.

40. Cépède (F.), « L'autogestion dans la propagande des socialistes », in Georgi (F.), dir., *Autogestion...*, op. cit., p. 232.

41. Sur les réseaux d'experts et les innovations programmatiques du PS en matière énergétique, voir Fulla (M.), « La gauche socialiste face à la question énergétique : quelle place pour le gaz naturel et le gisement de Lacq ? », in Beltran (A.), Bouneau (C.), Maison-Soulard (L.), dir., *Le Bassin de Lacq : métamorphoses d'un territoire*, coll. « Les Cahiers du patrimoine », 105, 2014.

travail. La faiblesse de la croissance et l'augmentation rapide de la population active après 1975 conduisent une partie des socialistes à l'idée qu'une nouvelle répartition du temps de travail est nécessaire pour lutter contre le chômage. Le PS n'est pas véritablement pionnier en la matière. La revendication des 35 heures émerge au milieu des années 1970 dans les milieux syndicaux (notamment à la CFDT), tandis que les travaux des économistes d'État fixent progressivement les conditions économiques de réussite de l'entreprise<sup>42</sup>. Dans une étude de la revue *Économie et statistique* publiée en mai 1979, les chercheurs de l'INSEE et de la Prévision montrent à l'aide des modèles DMS et METRIC « qu'une réduction d'une heure de la durée hebdomadaire du travail conduirait à une diminution du nombre de chômeurs de 60 000 à 115 000 personnes selon les modalités de mise en œuvre<sup>43</sup> ». Dans un contre-plan présenté en juin 1979, F. Mitterrand prend appui sur ce travail pour valoriser des aspects encore méconnus de la politique socialiste de l'emploi. Si les solutions quantitatives en restent la base, le programme se fondant sur une hypothèse de croissance annuelle de 5 % et la promesse de créer 210 000 emplois publics, des propositions plus qualitatives font aussi leur chemin. Ces dernières sont puisées dans les travaux menés par le club Échange et Projets de J. Delors, mais aussi par son centre de recherche « Travail et société » qu'il anime à l'Université Paris-Dauphine. L'ancien haut fonctionnaire du Plan et conseiller de Jacques Chaban-Delmas exerce alors un véritable « magistère » dans le PS sur la question du temps de travail<sup>44</sup>. En 1980, un ouvrage collectif épais, *La Révolution du temps choisi*, publié sous la signature du club Échange et Projets, synthétise l'ensemble des recherches produites par les cercles d'expertise deloristes et plaide pour « une véritable autogestion du temps<sup>45</sup> ». Absente de l'agenda socialiste jusqu'à la rupture de l'union de la gauche à l'automne 1977, la réduction du temps de travail parvient finalement à se frayer un chemin jusqu'au sommet du PS. La genèse de cette intégration réussie souligne la capacité du PS, par le biais de réseaux d'expertise variés, à se saisir de travaux d'un haut degré de technicité produits par l'administration, les clubs et la CFDT.

Quoique le primat de la raison politique dans le discours public demeure incontesté tout au long de la période, la promotion par le PS de nouvelles thématiques socio-économiques révèle en creux l'existence d'un fond culturel commun unissant les « économistes » marxistes du CERES et de F. Mitterrand, et les tenants d'une approche plus qualitative de la croissance, tels que les « attalo-mitterrandistes », les hauts fonctionnaires rocardiens, les experts

---

42. Tracol (M.), « La défaite des experts. Le Commissariat général du Plan, la gauche et les 35 heures (milieu des années 1970-1982) », *Hypothèses*, 1, 2010, p. 109-118.

43. Oudiz (G.), Raoul (E.), Sterdyniak (H.), « Réduire la durée du travail : quelles conséquences ? », *Économie et statistique*, 111, mai 1979, p. 3.

44. Tracol (M.), *La rigueur et les réformes. Histoire des politiques du travail et de l'emploi du gouvernement Mauroy (1981-1984)*, thèse pour le doctorat en histoire, Université Paris 1, 2015, p. 200-206.

45. Échange et Projets, *La révolution du temps choisi*, préface de J. Delors, Paris, Albin Michel, 1980, p. 15.

deloristes du social ou encore les conseillers économiques de Pierre Mauroy (Jean Peyrelevade, Henri Guillaume). Tout en les critiquant, ces acteurs partagent en effet une foi commune dans les modèles économétriques de prévision, d'inspiration keynésienne, que nombre d'entre eux manient quotidiennement dans le cadre de leur activité professionnelle à la direction de la Prévision, au Plan ou à l'INSEE. Le consensus autour de leur efficacité favorise la mise en sourdine des querelles de courant lors des réunions des commissions d'étude en charge de l'élaboration des documents préparatoires à la rédaction du programme. À l'instigation de leurs experts, les dirigeants du PS les moins familiers de ces questions apprennent à manier le langage dominant parmi les élites économiques et administratives, et progressent dans leur compréhension des mécanismes régissant le fonctionnement des économies capitalistes.

### ***Acculturer le parti au langage et au raisonnement économiques d'État***

À partir de la campagne présidentielle de 1974, où la fabrique du programme économique est supervisée par Jacques Attali avec l'aide de Michel Rocard, le parti s'appuie systématiquement sur les modèles économétriques de prévision de l'administration pour élaborer ses contre-plans. La commission économique du PS adopte les méthodes de travail du Commissariat au Plan<sup>46</sup>. Ce phénomène n'est pas inédit dans l'histoire du socialisme français. Au début des années 1960, le PSU avait lui aussi construit un contre-plan d'inspiration anti-capitaliste, mais dont la présentation – un tableau ressources-emplois identique à celui du plan gouvernemental – témoignait de l'influence majeure des hauts fonctionnaires (parmi lesquels l'inspecteur des Finances M. Rocard) et des économistes d'État dans ses cercles d'expertise<sup>47</sup>. Le rayonnement très supérieur du parti d'Épinay comparé à celui du PSU, qui ne dépasse jamais les 15 000 militants au cours de son histoire, offre une tout autre caisse de résonance à son approche contre-planiste.

Cette dernière, à l'instar du projet d'autogestion à la française, s'appuie sur une réflexion théorique nourrissant de grandes ambitions intellectuelles – et non seulement politiques. Dans un ouvrage paru en 1974 aux Presses universitaires de France (PUF) dans la collection « Quadrige », qui contribue beaucoup à la réputation de leurs auteurs dans les milieux économistes hétérodoxes, J. Attali et M. Guillaume appellent à rompre avec la logique strictement quantitative régissant les politiques des gouvernements occidentaux. Écrit pour un public universitaire, *L'anti-économique* propose une analyse du capitalisme combinant les travaux du néo-marxisme états-unien et de John Kenneth Galbraith enrichis par les réflexions d'Alain Touraine et H. Marcuse sur l'aliénation et les

46. Entretien de l'auteur avec François Stasse, expert rocardien de la commission économique du PS, 17 mai 2010.

47. Fulla (M.), *Le Parti socialiste face à la question économique*, op. cit., p. 159-163.

phénomènes de « manipulation culturelle » dans les sociétés développées<sup>48</sup>. Son succès éditorial rappelle que la publication d'un livre est alors une ressource importante dans la construction de l'« autorité sociale<sup>49</sup> » de l'expert. J. Attali, lui-même très prolifique, use de sa bonne réputation dans les milieux intellectuels pour fonder aux PUF une collection, « L'économie en liberté », qui publie de nombreux économistes hétérodoxes, certains très engagés au PS comme militant et/ou expert<sup>50</sup>. Les théoriciens de la branche parisienne de la Régulation (Michel Aglietta, Robert Boyer, etc.) sont également publiés dans la collection<sup>51</sup>.

Tout en critiquant les modèles économétriques pour leur manque d'imagination et leur fausse neutralité, les experts proches de J. Attali, comme les deloristes, les rocardiens et les chevènementistes, insistent sur leur caractère incontournable pour toute prise de décision économique tant à l'échelle de l'entreprise qu'à celle de l'État. Plaidant pour la « généralisation des raisonnements sur modèle », ils admettent que ceux-ci « ont pris une place prépondérante dans le débat politique » et s'efforcent d'acculturer leur parti à cette approche dominante<sup>52</sup>. Les études du CEPREMAP et du CORDÈS, rédigées par des économistes d'État régulationnistes, nourrissent leurs ouvrages théoriques militants et les notes qu'ils rédigent pour la commission économique. Inexistants au temps de la SFIO, les liens avec le monde universitaire deviennent étroits. Les recherches menées dans le cadre de l'Institut de recherche et de formation socio-économique (IRIS) fondé en 1973 par J. Attali et M. Guillaume à Dauphine participent à la pénétration des idées régulationnistes dans les cercles d'expertise du PS, comme celles du séminaire « Travail et société » avaient stimulé la réflexion sur le temps de travail.

Les prises de parole publiques de F. Mitterrand prennent toutefois volontiers leur distance avec cette approche technocratique visant à légitimer la stature gouvernementale du PS. Le premier secrétaire se situe constamment sur le fil du rasoir ; son discours économique oscille inlassablement entre réalisme, afin d'obtenir le gain de crédibilité qui a contribué à sa défaite en 1974, et volontarisme afin de souligner sa fidélité à l'objectif de « rupture avec le capitalisme » fixé à Épinay. Les modalités de cette articulation, toujours plastique et fragile, entre le cadre politique de l'union de la gauche et les idées économiques hétérodoxes se diffusant dans le PS, nécessitent une attention particulière car jouant un rôle central dans la stratégie de conquête du pouvoir.

---

48. Attali (J.), Guillaume (M.), *L'anti-économie*, Paris, Presses universitaires de France, 1974, p. 19-23.

49. Certeau (M. de), *L'invention du quotidien*, t. 1, Paris, Gallimard, 2007 [1980], p. 22.

50. Guillaume (M.), *Le capital et son double*, Paris, Presses universitaires de France, 1975. Boublil (A.), *Le socialisme industriel*, Paris, Presses universitaires de France, 1977.

51. Boyer (R.), Mistral (J.), *Accumulation, inflation, crises*, préface de J. Attali, Paris, Presses universitaires de France, 1978 ; Aglietta (M.), Orléan (A.), *La violence de la monnaie*, Paris, Presses universitaires de France, 1982.

52. Attali (J.), Guillaume (M.), *L'anti-économie*, *op. cit.*, p. 92.



## Des programmes économiques hybrides au service de l'union de la gauche et de la conquête du pouvoir

Cet objectif assumé simplifie et altère considérablement les propositions complexes des experts. Pour F. Mitterrand, qui l'assume publiquement, le bon programme socialiste est celui qui facilite le dialogue avec le PCF ; l'efficacité politique importe autant que le contenu<sup>53</sup>. La tendance à considérer les questions économiques et sociales comme les thématiques les plus susceptibles de fluidifier les relations avec la formation de Georges Marchais favorise donc le retour au premier plan du marxisme dans la culture politique et économique partisane. À la suite de la défaite aux élections législatives de 1973 néanmoins, l'objectif de renforcement de la crédibilité économique de l'organisation devient central.

### ***Du volontarisme marxiste à l'aggiornamento : les programmes du PS dans un entre-deux économique (1971-1978)***

La remarxisation idéologique du socialisme français, amorcée dans la seconde moitié des années 1960, s'accélère après Épinay. Elle se ressent dans les changements apportés dans les programmes de formation des militants. Dès la fin de l'année 1971, Pierre Joxe, qui appartient au premier cercle mitterrandiste, supervise avec l'économiste universitaire Dominique Taddei une petite équipe chargée de rédiger un « Vocabulaire socialiste d'économie ». Prélude à un manuel – qui ne verra jamais le jour – sur le modèle du *Traité marxiste* publié en 1971 par le PCF, ce lexique met à l'honneur les concepts de plus-value, de « surtravail », de « minimum de subsistance » ou encore de « reproduction élargie de la force de travail »<sup>54</sup>. Surtout, lors des négociations du programme commun, la direction du PS accepte que la théorie du CME constitue le cadre d'analyse principal de la crise capitaliste, de la politique industrielle et du rôle de l'État dans l'économie. Conscient que ce document ne permet pas à son parti de surmonter la mauvaise réputation historique du socialisme en matière économique, F. Mitterrand prend toutefois rapidement ses distances avec lui tout en se gardant bien de le renier. L'expertise du CERES, trop proche à son goût des thèses communistes, se trouve ainsi marginalisée dans la fabrique de son programme pour l'élection présidentielle de 1974 au profit d'experts ou « politiques-experts » comme Jacques Attali et Michel Rocard.

La période qui s'ouvre alors est un temps de forte hybridation des approches économiques circulant dans le PS. En juin 1975, lors d'un colloque international tenu à Suresnes sur la crise mondiale du capitalisme, tous les universitaires adversaires de l'orthodoxie se voient offrir une tribune. Les sociaux-démocrates

53. Mitterrand (F.), Convention nationale du PS, Suresnes, 12 mars 1972, base de données du CAS-FJJ (consultée le 7 janvier 2019).

54. *Vocabulaire socialiste d'économie*, supplément au *Poing et la Rose*, 1, 1<sup>er</sup> trimestre 1973.



keynésiens, comme le « prix Nobel » néerlandais Jan Tinbergen, y côtoient les néomarxistes états-unis (P. Sweezy), et des économistes difficilement classables comme J. K. Galbraith ou Wassily Leontief, autre « prix Nobel » convié à l'événement. Le discours d'ouverture de F. Mitterrand procède de la même logique que celle du choix des participants. Le leader du PS fait préparer la première partie de son intervention consacrée aux causes des dérèglements de l'économie mondiale par le « marxiste » C. Goux alors que la seconde, portant sur les solutions pour y remédier, est confiée au « régulationniste » J. Attali<sup>55</sup>.

Ce souci de la synthèse, classique dans l'histoire de ce parti né du regroupement de courants fort variés, se retrouve dans l'hostilité de sa direction à l'égard de toute idée jugée intéressante mais politiquement trop dangereuse pour passer du stade de la conversion à celui de l'intégration dans le programme et de la promotion dans le débat public. La force de cette contrainte est révélée par l'intériorisation dont elle fait l'objet par la plupart des experts, y compris ceux ne jouant qu'un rôle mineur dans l'animation politique d'un courant. Membre du groupe « Action économique internationale » et haut fonctionnaire à la direction du Trésor, Philippe Jurgensen s'oppose ainsi, pour des motifs techniques et politiques, à la publicisation des propositions du PS pour remédier à la crise du franc provoquée par la généralisation des changes flottants à la suite des accords de la Jamaïque de janvier 1976 :

« Technicité du sujet, mauvais thème de débat politique ; état encore trop peu avancé des recherches techniques au sein du parti : nos propositions sont à vérifier et à étayer ; insuffisance de nos moyens d'information ; risque, au total, de paraître peu novateurs ; risque de se présenter comme étant prêt à "gérer la crise" du capitalisme, obligation de présenter certaines propositions impopulaires<sup>56</sup>... »

L'exemple est intéressant à double titre. D'une part, il souligne que l'afflux d'experts dans le parti d'Épinay ne lui a pas permis de combler toutes ses faiblesses. Talon d'Achille historique du socialisme français depuis le temps du Cartel des gauches et du Front populaire, la monnaie reste, dans les années 1970, un impensé du socialisme économique. D'autre part, l'intervention de P. Jurgensen montre que le processus de marginalisation – ou d'abandon – des idées économiques ne s'enclenche que dans la deuxième phase du processus de production, celle de la conversion idéologique. Dans la phase de captation en revanche, les commissions d'études du parti se révèlent ouvertes à l'étude d'idées pouvant être en contradiction avec l'esprit du programme commun. Fin 1973, le groupe des Experts du premier secrétaire, structure chargée de

---

55. Mitterrand (F.), « Ma part de vérité », *L'Unité*, 161, 6 juin 1975.

56. Mahé (P.) (pseudonyme de Philippe Jurgensen), « Quelle serait la politique socialiste devant la crise du franc », 20 août 1976, p. 1 (4 p.), Centre d'archives socialistes de la Fondation Jean Jaurès (CAS-FJJ), Fonds secrétariat national aux Études, 3SN 61.

fournir à F. Mitterrand les documents, études et réflexions dont il a besoin<sup>57</sup>, invite ainsi l'économiste Lionel Stoléro, conseiller de Valéry Giscard d'Estaing et futur ministre de son gouvernement, à présenter ses réflexions sur l'impôt négatif comme moyen de vaincre la pauvreté dans les pays riches<sup>58</sup>. Or les racines monétaristes de cette technique fiscale d'origine anglo-saxonne sont déjà connues<sup>59</sup>. Sans surprise, les propositions de L. Stoléro ne sont pas intégrées dans le programme du candidat Mitterrand pour l'élection présidentielle de 1974, stratégie de l'union de la gauche oblige. Mais l'initiative prise par le groupe des Experts, avec l'accord du premier secrétaire, illustre la capacité du parti à se saisir – par l'intermédiaire de structures d'expertise moins formelles que les commissions d'études officielles – des débats théoriques de l'heure dans les sphères académiques. Cette aptitude contraste avec la situation prévalant dans la SFIO des années 1960, qui n'était plus en mesure d'engager un véritable renouvellement de son analyse du capitalisme faute de posséder un vivier d'économistes susceptibles d'accomplir ce travail de veille intellectuelle. En 1964, le secrétaire national aux Fédérations, Ernest Cazelles, se trouvait ainsi bien en peine de fournir le moindre nom d'économiste sympathisant du parti<sup>60</sup>. Le changement radical du rapport du PS aux experts après Épinay – et plus encore après 1974 – explique dans une large mesure l'importance prise par les idées économiques dans ses débats internes comme dans sa propagande. Il induit également pour sa direction la nécessité de canaliser le bouillonnement idéologique suscité par la perspective d'une arrivée prochaine aux responsabilités.

La recherche d'un *aggiornamento* entre les cultures économiques portées par les courants du PS est à son apogée entre 1974 et 1981. Mais à partir de 1977, elle est masquée par les fortes tensions internes – mitterrandistes et rocardiens contre le CERES d'abord, mitterrandistes et CERES contre rocardiens ensuite – et la rupture de l'union de la gauche à l'automne. La question économique devient alors le terrain choisi par les acteurs pour exposer publiquement leurs désaccords. Les subtilités des propositions économiques et sociales sont gommées, y compris dans les revues des courants, au profit de la conflictualisation des différences. En 1978, alors que la rivalité entre F. Mitterrand et M. Rocard pour le leadership sur le parti est de plus en plus aiguë, *Faire*, revue initialement œcuménique devenue rocardienne après le départ des mitterrandistes du comité de rédaction<sup>61</sup>, illustre un article de P. Viveret critiquant l'ob-

57. Gazier (A.), « Projet d'organigramme du groupe des Experts », 8 novembre 1972, p. 1 (2 p.), OURS, Archives Albert Gazier, 65 APO 28.

58. Lionel Stoléro publie d'ailleurs un ouvrage sur le sujet l'année suivante. Voir Stoléro (L.), *Vaincre la pauvreté dans les pays riches*, Paris, Flammarion, 1974.

59. Groupe des experts, « L'impôt négatif », exposé présenté par L. Stoléro, 8 novembre 1973, 5 p., OURS, Archives Albert Gazier, 65 APO 13.

60. Dossier « groupes d'études de la SFIO », OURS, Archives Ernest Cazelles, 30 APO 16.

61. Bréhier (É.), *Les revues de la gauche non communiste de 1958 à 1986*, thèse pour le doctorat en science politique, Université Paris 1, 2000, p. 542-545.

session du CERES pour la conquête et le renforcement de l'État par une double page où une photographie de J.-P. Chevènement fait face à celle du jeune Staline<sup>62</sup>. Les chevènementistes ripostent quelques mois plus tard en consacrant un numéro spécial de leur revue *Repères* à cette « gauche américaine » rocardienne qu'il ne cesse de pourfendre depuis son entrée au parti, et dont la seule fonction serait, à leurs yeux, « de hâter l'américanisation de la société française et d'écartier toute issue révolutionnaire à la crise du capitalisme avancé<sup>63</sup> ». Le paroxysme de la violence verbale est atteint en novembre 1978, quelques mois après la défaite de la gauche aux élections législatives. Sur les ondes de France Inter, le maire de Marseille, Gaston Defferre, déclare que Michel Rocard qui tient selon lui un discours classique d'inspecteur des Finances avance des propositions économiques rappelant étrangement celles de Pierre Laval<sup>64</sup>. Se plaçant sur un terrain plus idéologique, Christian Goux plaide dans l'hebdomadaire du PS *L'Unité* pour le retour « à "l'archaïsme" de Marx ». Cherchant la polémique avec les rocardiens, il leur reproche d'évacuer trop rapidement l'État, qui reste à ses yeux le « lieu du changement social fondamental », et de ne jamais prendre en considération la réalité de la lutte des classes et de l'exploitation dans le capitalisme contemporain<sup>65</sup>. L'outrance des discours et des écrits publics masque toutefois de fortes continuités dans la manière dont le PS pense et pratique l'économie à cette époque.

### ***Une approche économique hybride résistant aux aléas des luttes internes (1978-1981)***

La rivalité Mitterrand-Rocard n'a pas fait disparaître le fonds culturel commun des experts économiques socialistes. Passés les déchirements du congrès de Metz (6-8 avril 1979), le PS donne son *imprimatur* aux propositions hybrides forgées entre 1974 et 1978. La rupture de l'union de la gauche ayant desserré sans la faire disparaître la contrainte communiste, l'approche qualitative du développement promue par les composantes politiquement dispersées de ce que l'on commence à appeler de manière impropre la « deuxième gauche », est intégrée au programme partisan. L'influence intellectuelle et politique croissante de J. Delors auprès de F. Mitterrand constitue le symbole le plus éclatant de ce phénomène. Celui-ci incite les commissions d'études du parti à complexifier le programme de lutte contre la « crise ». Les propositions nouvelles sur l'énergie et la réduction du temps de travail se greffent – au lieu de se juxtaposer – au plaidoyer plus classique en faveur des nationalisations bancaires et industrielles, de la « planification démocratique » et de la relance de la consommation populaire.

---

62. Viveret (P.), « Le CERES entre le Vieux et le Neuf », *Faire*, 30, avril 1978, p. 36-37.

63. « Les penseurs de la gauche américaine », *Repères. Les cahiers du CERES*, 57, octobre 1978, p. 9.

64. « Les tensions s'accroissent au sein du Parti socialiste », *Le Monde*, 24 novembre 1978.

65. Goux (C.), « Il est nécessaire de revenir à "l'archaïsme" de Marx », *L'Unité*, 314, novembre 1978.

La relation entre les idées circulant dans le parti et leurs usages (ou mésusages) politiques fonctionne donc bien sous le signe de l'interrelation (inégale) et non de la simple instrumentalisation. L'alliance conflictuelle avec le PCF pousse le PS à renforcer son expertise dans des domaines où cette dernière était mal assurée, ainsi sur les nationalisations industrielles. À partir de la fin 1976, moment où débute les négociations réclamées par le PCF sur l'actualisation du programme commun, égrener comme un mantra la liste des neuf entreprises nationalisables du texte de 1972 n'est plus suffisant. Face à des négociateurs communistes bien préparés par leur section économique, dirigeants et experts socialistes se voient contraints de maîtriser les détails de la structure actionnariale et de la situation économique et financière de ces firmes, non seulement pour tenir bon dans la négociation mais aussi pour répondre au désarroi des classes populaires touchées par la montée du chômage. Dans ce contexte délicat, la compétence économique constitue une ressource précieuse pour s'élever rapidement dans les hautes sphères de l'organisation. La promotion d'Alain Boubilil, haut fonctionnaire du Plan, au sommet de l'expertise économique partisane s'explique par le travail théorique qu'il réalise sur la structure industrielle des firmes nationalisables au moment de l'actualisation du programme commun. La réflexion sur le socialisme industriel parue en 1977 au PUF dans la collection « Économie en liberté » assure à ce macro-économiste de formation une réputation de spécialiste des questions industrielles<sup>66</sup>. Après le congrès de Metz, il devient co-secrétaire de la commission économique du PS et suit deux ans plus tard François Mitterrand à l'Élysée comme conseiller technique sur ces questions.

Les innovations du PS en matière de politique industrielle restent toutefois peu visibles car éclipsées par les affrontements de Metz puis par la publication du *Projet socialiste pour la France des années 1980* principalement rédigé par J.-P. Chevènement et ses proches. La tonalité anticapitaliste des deux premières parties de ce texte fait le bonheur de la droite, trop heureuse de pourfendre un document « englué dans l'idéologie et l'étatisme ». Elle contrarie également les intellectuels rocardiens, qui dénoncent un jouet offert par F. Mitterrand au CERES, et irrite les communistes, qui raillent un « projet attrape-tout » tourné contre l'union de la gauche<sup>67</sup>. Tout en soutenant J.-P. Chevènement, le premier secrétaire refuse d'endosser les premières versions du projet et charge sa garde rapprochée, promue au secrétariat national après Metz, de reprendre la main sur son élaboration. L. Fabius se lance dans une « chasse aux petites phrases et aux excès », consistant essentiellement à gommer les formulations les plus marxistes proposées par les chevènementistes<sup>68</sup> ; L. Jospin dépose une série de

66. Boubilil (A.), *Le socialisme industriel...*, op. cit.

67. Le Lagadec (J.), « Convention pour un projet "attrape-tout" », *L'Humanité*, 12 janvier 1980.

68. Fabius (L.), « Chasse aux petites phrases et aux excès », sans date (probablement septembre 1979), FJJ, « Projet socialiste 1979 », carton 753.

propositions incitant J.-P. Chevènement à développer l'aspect européen du projet<sup>69</sup> ; P. Quilès quant à lui amende profondément le plaidoyer pro-nucléaire de l'avant-projet CERES<sup>70</sup>. Surtout, F. Mitterrand ne met jamais le *Projet socialiste* au cœur de son discours économique public. Les rocardiens vaincus politiquement, la question économique est sciemment mise en sourdine. La rupture de l'union de la gauche et la défaite aux élections législatives de 1978 ont conduit F. Mitterrand à revenir aux fondamentaux d'Épinay ; les sujets économiques se trouvent systématiquement subordonnés à l'impératif social de lutte contre le chômage<sup>71</sup>. Pour éviter la répétition du scénario de 1974, où il avait été mis en difficulté par V. Giscard d'Estaing, le premier secrétaire refuse le débat frontal avec le président sortant sur son terrain de prédilection. Candidat de la « force tranquille » et de « l'autre politique », il se présente en héritier du Front populaire et en défenseur acharné de l'emploi, non en chantre des nationalisations<sup>72</sup>.

Le contenu de ses « 110 propositions » de campagne offre un exemple probant de cette stratégie. Tirant les leçons de 1974, F. Mitterrand juge vain de faire de la crédibilité économique un point fort de son programme ; sa principale préoccupation est de désamorcer les critiques du PCF sur la prétendue dérive droitière du PS. Les argumentaires économiques à la disposition du candidat socialiste sont ainsi principalement défensifs à l'exception de ceux dénonçant le lourd bilan de la majorité. S'il n'esquive pas les questions sur les nationalisations ou la relance de la consommation populaire, F. Mitterrand ne les évoque que rarement de manière spontanée. Il veut apparaître comme le candidat de l'emploi et de la réduction des inégalités. Dans leurs campagnes locales, les militants du PS sont incités à privilégier la critique du bilan « Barre-Giscard » auquel ils doivent associer J. Chirac<sup>73</sup>. Le discours volontariste sur le socialisme industriel est mis en sourdine au profit d'un plaidoyer pour la défense de l'État social de la Libération.

F. Mitterrand s'applique à lui-même ces conseils lors de l'émission « Cartes sur table » du 16 mars 1981<sup>74</sup>. Lorsque le débat s'engage sur l'économie, il développe ses solutions pour relancer l'emploi. Excluant toute référence au programme commun, il affirme que son programme s'inscrit en droite ligne

69. Jospin (L.), « Observations sur le projet de projet socialiste [sic] préparé par Jean-Pierre Chevènement (parties I et II) », texte distribué lors de la réunion de la commission du projet socialiste du 11 septembre 1979, p. 6, CHSP, Fonds Gilles Martinet, MR 10, dossier 6.

70. Quilès (P.), « Énergie, croissance et projet socialiste », septembre 1979, CAS-FJJ, « SN Études 81 Projet soc : 78-80 », sans cote.

71. « Mon premier souci : l'emploi », *Combat socialiste*, 1, 25 février 1981.

72. PS, « L'autre politique », Argumentaire. Campagne pour les élections présidentielles de 1981, CAS-FJJ, 2EF 81/22.

73. « Stratégie et thèmes de la campagne », sans date (probablement février-mars 1981), p. 3, CAS-FJJ, 2EF 81/39 « Organisation, propagande ».

74. « Note à François Mitterrand en vue de l'émission du 16 mars 1981 », sans auteur, 13 mars 1981, p. 2, Archives de l'Institut François Mitterrand, FM 001, boîte 131.

des nationalisations de la Libération et s'efforce de banaliser la question économique, instrument parmi d'autres au service d'une « autre politique<sup>75</sup> ».

Invité du « Grand débat » de TF1 le 30 mars suivant, le candidat socialiste valorise le travail de ses « économistes » les plus hostiles à la théorie du CME (J. Delors, J. Attali) et va jusqu'à évoquer sa haute estime pour M. Rocard... Proluxe sur la question de l'emploi – à la fois pour critiquer le bilan gouvernemental et avancer les propositions socialistes –, il se fait une nouvelle fois discret sur les nationalisations<sup>76</sup>. La propagande du PS est au diapason de cette prudence calculée sur l'économie, comme en atteste l'usage du slogan « paix, emploi, liberté », clin d'œil appuyé au fameux slogan du Front populaire « pain, paix, liberté ». La campagne économique mitterrannique de premier tour vise à rassurer un électorat toujours sceptique sur la capacité des socialistes à gérer correctement les finances de la nation. Elle se traduit en interne par la place de plus en plus centrale occupée par J. Delors dans le dispositif du candidat. C'est à lui que revient l'honneur de figurer sur la seule affiche de campagne de F. Mitterrand et non à L. Fabius, J. Attali ou J.-P. Chevènement.

La discrétion volontaire de F. Mitterrand sur l'économie en général et les réformes de structure en particulier porte ses fruits. Située dans la deuxième partie du débat de l'entre-deux-tours contre V. Giscard d'Estaing, la joute verbale sur les nationalisations passe inaperçue contrairement à ses développements sur l'emploi ou à sa petite phrase sur « l'homme du passif<sup>77</sup> » qui produit son effet. Désigné pour conclure le débat, F. Mitterrand renoue avec son thème de prédilection de 1965, la défense d'une « civilisation de liberté » que le président sortant n'a selon lui pas su – ou voulu – mettre en œuvre<sup>78</sup>. Dans son ensemble, la presse donne du face-à-face l'image qu'en espérait le leader socialiste en proclamant un match nul. Pour la première fois depuis 1936, le recours de la droite à l'une de ses armes favorites, la mise en avant de l'incompétence économique de la gauche, échoue. Avec 51,75 % des suffrages exprimés, F. Mitterrand devient le 10 mai le premier président socialiste de la V<sup>e</sup> République. Si elle est loin d'être la cause principale de cette première alternance, la pénétration de nouvelles approches et, plus encore, d'un langage et de méthodes économiques d'État, ont contribué à la construction de la stature gouvernementale du PS dans la décennie d'Épinay.

75. François Mitterrand, script de l'émission « Cartes sur table », 16 mars 1981, CAS-FJJ, Fonds François Mitterrand « Déclarations-discours-presse (janvier-10 mai 1981) ».

76. Mitterrand (F.), script de l'émission « Le Grand débat », 31 mars 1981, p. 19, CAS-FJJ, Fonds François Mitterrand « Déclarations-discours-presse (janvier-10 mai 1981) ».

77. Cotta (M.), *Mitterrand. Carnets de route*, Paris, Fayard, 2011, p. 428-429.

78. *L'élection présidentielle 26 avril-10 mai 1981. La victoire de M. Mitterrand*, supplément aux dossiers et documents du *Monde*, mai 1981, p. 131.

## Conclusion

L'étude conjointe de la circulation des idées économiques et de leur contenu théorique présente un double intérêt méthodologique pour l'étude du socialisme français. Elle met tout d'abord l'accent sur une configuration partisane originale, celle du PS d'Épinay, où les idées constituent une ressource de première importance pour les élites dirigeantes, à la fois dans leurs rivalités internes, leur relation avec le PCF et leur combat contre les droites gaulliste et centriste. En règle générale, les nombreux ouvrages publiés par les responsables politiques socialistes et/ou par leurs principaux experts ne relèvent pas du genre autobiographique caractéristique des périodes postérieures ; ceux-ci exposent, souvent de manière détaillée et complexe, leur conception d'une voie française vers le socialisme démocratique. Les références théoriques plus ou moins bien maîtrisées y fourmillent, de même que les notes de bas de page. La décision du PS de créer en 1974 chez Flammarion une collection spécialement dédiée à l'exposition de ses positions, « La rose au poing », constitue un symbole fort de ce souci de la théorie. Dirigée par l'écrivain Bernard Pingaud, elle ouvre ses colonnes « à tous ceux qu'intéresse l'effort des socialistes pour définir, à travers l'union de la gauche, le projet d'une société différente<sup>79</sup> ». Dans ces années post-68 où l'économie tend à s'imposer comme « une nouvelle "culture" socialement valorisée<sup>80</sup> », cette masse documentaire constitue le principal vecteur de la rencontre entre le « monde du texte » et les mondes de l'expert, du militant et de l'électeur, pour filer la belle métaphore de Roger Chartier<sup>81</sup>. L'importance des idées et de l'écrit dans le parti tranche avec la période antérieure mais aussi postérieure, comme l'ont souligné des travaux récents en science politique. Dans son étude de la traduction du « néo-travaillisme britannique » dans le parti des années Jospin-Hollande, Thibaut Rioufreyt pointe la « désintellectualisation de l'activité politique » au sein du parti. Étudiant la fabrique des programmes partisans sur la période 1995-2012, Rafaël Cos met en évidence la « place très secondaire » accordée par le PS « aux activités de production doctrinale et aux instances chargées de travailler sur les enjeux d'action publique<sup>82</sup> ». La configuration de « relégation institutionnelle du travail de production idéale » décrite par R. Cos contraste singulièrement avec les années Épinay, où les idées sont au cœur du combat politique et poussent des dirigeants déjà portés vers la théorie à s'approprier des contenus souvent exigeants.

---

79. Quatrième de couverture de l'ouvrage de Bernard (Y.), *La France vers le socialisme*, Paris, Flammarion, coll. « La rose au poing », 1977.

80. Lebaron (F.), *La croyance économique. Les économistes entre science et politique*, Paris, Seuil, 1996, p. 169.

81. Chartier (R.), « Le monde comme représentation », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, 44 (6), 1989, p. 1510.

82. Rioufreyt (T.), *La traduction du néo-travaillisme britannique dans la gauche socialiste française (1997-2008)*, thèse pour le doctorat en science politique, Université Lumière Lyon 2, 2012, p. 772 ; Cos (R.), *Les socialistes croient-ils à leurs programmes ? Démobilisations et recompositions des activités programmatiques au Parti socialiste (1995-2012)*, thèse pour le doctorat en science politique, Université de Lille, 2017, p. 90.



Écrire une histoire sociale des idées économiques du parti d'Épinay permet en second lieu de contribuer à la réflexion plus générale sur la figure de l'expert, au travers d'un cas peu étudié dans la littérature, celui de l'expertise partisane dans un régime démocratique multipartite comme la France où, dès les années 1950, la compétence économique devient une ressource importante pour les responsables politiques, de droite comme de gauche, aspirant à exercer le pouvoir<sup>83</sup>. Resserrer la focale sur les « économistes » engagés en socialisme permet en effet de ne pas considérer le parti comme une simple « entreprise politique<sup>84</sup> » – même si cette dimension reste centrale – et de l'appréhender aussi comme une organisation jouant un rôle à part entière dans les débats théoriques de l'heure, dont il renvoie toutefois une vision partielle et déformée. Dans la configuration des années 1970, le PS apparaît comme un récepteur, un producteur et un médiateur d'hétérodoxies économiques. Dans une certaine mesure, ses experts ont joué le rôle d'« *Honest brokers* d'alternatives politiques » en introduisant dans les programmes, sous des formes plus ou moins subtiles en fonction du support publié et de l'audience visée, de nouvelles thématiques intégrant des avancées de la recherche scientifique, ainsi sur le temps de travail, ou explorant de nouvelles formes d'organisation du politique et du social, comme en témoignent les recherches sur l'autogestion de P. Rosanvallon, J. Julliard et P. Viveret, intellectuels se situant alors au carrefour des mondes politique, syndical et universitaire. Les volets « énergie » et « emploi » du programme socialiste pour l'élection présidentielle de 1981 constituent des exemples de réussite de ces « *Honest Brokers* » qui parviennent à ouvrir des horizons nouveaux pour l'action publique.

L'exercice durable des responsabilités à partir de 1981 rompt toutefois la situation d'équilibre entre les rôles d'*Honest broker* et d'*Issue advocate* au bénéfice du second<sup>85</sup>. Ce phénomène s'explique au premier chef par l'homogénéisation socioprofessionnelle et culturelle qui s'opère lors de l'arrivée au pouvoir de F. Mitterrand. Dominante dans les commissions d'étude, la position des hauts fonctionnaires des Finances devient hégémonique dans les cabinets ministériels les plus étroitement associés à l'élaboration de la politique économique (Élysée, Matignon, Rivoli). Cette homogénéisation des manières de penser et de pratiquer l'économie facilite le glissement sans trop de heurts d'une politique économique fondée sur une relance keynésienne modérée et des nationalisations industrielles et bancaires « vers les politiques de stabilité prônées par l'Allemagne [de l'Ouest] » dont l'inspiration apparaît plus libre-échangiste que

83. Gaïti (B.), « Des ressources politiques à valeur relative : le difficile retour de Valéry Giscard d'Estaing », *Revue française de science politique*, 6, 1990, p. 915-91 ; Dulong (D.), « Quand l'économie devient politique. La conversion de la compétence économique en compétence politique sous la V<sup>e</sup> République », *Politix*, 35 (9), 1996.

84. Offerlé (M.), *Les partis politiques*, Paris, Presses universitaires de France, 2012 (8<sup>e</sup> éd.), p. 7.

85. Pielke Jr. (R. A.), *The Honest Broker...*, *op. cit.*



néolibérale<sup>86</sup>. Dans cette histoire, les experts du cabinet Delors, soutenus par la majorité de leurs homologues de Maignon et surtout de l'Élysée, mènent une croisade coordonnée et réussie en faveur du maintien de la France dans le Système monétaire européen (SME)<sup>87</sup>. Les stratégies déployées pour discréditer les partisans de la sortie du SME correspondent en tout point à celle de l'« *Issue advocate* » de Roger Pielke Jr., qui utilise ses compétences économiques – en tout cas perçues comme telles par les dirigeants qu'il conseille – pour promouvoir activement l'agenda politique convenant le mieux à ses croyances et à ses intérêts.

Autrement dit, dès leur arrivée au pouvoir, et non de manière improvisée en mars 1983, les élites gouvernementales nomment aux postes clés de l'expertise économique des conseillers qui, dans leur immense majorité, sont prêts, idéologiquement et techniquement, à mettre en œuvre une politique d'« austérité à visage humain<sup>88</sup> », où la lutte contre l'inflation, la modernisation et la restructuration du tissu industriel priment sur les réformes sociales et la construction d'une alternative économique socialiste. À la pratique de l'*aggiornamento* typique des périodes d'opposition succède celle, classique pour un parti aux responsabilités, du filtrage des idées par les entourages ministériels<sup>89</sup>. Le politiste Antony Burlaud montre ainsi comment les analyses d'économistes régulationnistes tels qu'Alain Lipietz et André Gauron, ou celles du post-keynésien britannique Nicholas Kaldor, sont balayées – non sans une certaine férocité – par les conseillers de François Mitterrand<sup>90</sup>. Cela ne signifie pas que les hétérodoxies disparaissent du débat socialiste. Mais les promoteurs de ce type d'approches se trouvent désormais en situation de faiblesse, soit en raison de leur marginalisation au cœur même du pouvoir, à l'instar d'Alain Boubil à l'Élysée, soit parce qu'ils sont assignés à des fonctions qui les éloignent de la fabrique de la politique économique. Après la victoire de mai, il n'est pas anodin que le portefeuille dont hérite Jean-Pierre Chevènement soit le ministère de Recherche et de la Technologie où le suivent les principaux experts économiques du CERES.

Enfin, si le PS reste un espace potentiel d'expression des divergences, son premier secrétaire Lionel Jospin, solidaire de la ligne gouvernementale, limite au maximum leur écho. Sa tâche se trouve facilitée par la timidité et la rareté des

---

86. Warlouzet (L.), « Le spectre de la crise financière de 1983. Influences et solidarités européennes », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 138 (2), 2018, p. 107.

87. Voir les contributions de Margairaz (M.), Asselain (J.-C.), Feiertag (O.), Lefeuvre (D.), Salais (R.), in Berstein (S.), Milza (P.), Bianco (J.-L.), dir., *François Mitterrand. Les années du changement 1981-1984*, Paris, Perrin, 2001, p. 333-505.

88. Hobsbawm (E.), *L'âge des extrêmes*, Paris, André Versaille, 2008, p. 537.

89. Eymeri-Douzans (J.-M.), « Le ministre n'est plus une personne physique. Sur la collectivisation de la fonction ministérielle », in Eymeri-Douzans (J.-M.), Bioy (X.), Mouton (S.), dir., *Le règne des entourages. Cabinets et conseillers de l'exécutif*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, p. 566.

90. Burlaud (A.), *Les socialistes et la rigueur*, mémoire de Master 2 en science politique, Paris 1, 2011, p. 87-96.

critiques à l'égard du plan du 25 mars 1983, présenté à chaud – mais à tort – par la plupart des observateurs comme un virage à 180 degrés opéré par le gouvernement<sup>91</sup>. À l'image des critiques du marxisme de Guy Mollet dans la SFIO des années 1960, ou des pourfendeurs du programme commun des années 1970, les adversaires de la politique dite de rigueur sont inaudibles. L'élaboration d'alternatives radicales aux politiques d'austérité menées en Grande-Bretagne ou en RFA ne disparaît cependant pas de l'agenda du socialisme des années 1980. Mais celles-ci s'élaborent dans d'autres cercles et à d'autres échelons – notamment celui des groupes d'experts de l'Internationale socialiste – que celui du PS<sup>92</sup>.

---

**Mathieu FULLA** est enseignant à Sciences Po et chercheur au Centre d'histoire de Sciences Po (CHSP). Ses recherches portent sur l'histoire des gauches européennes du XX<sup>e</sup> siècle à nos jours. Il prépare actuellement la publication d'un ouvrage collectif sur les gauches et l'État (*Socialism,*

*Socialists and the state, XXth-XXst centuries*, Palgrave, à paraître) et co-anime au CHSP un séminaire réfléchissant, dans une perspective transnationale et comparée de longue durée, au rapport entretenu par les gauches à l'international.

[mathieu.fulla@sciencespo.fr](mailto:mathieu.fulla@sciencespo.fr)

### *The Party, the expert, and the economic theories: the French Socialist Party (1971-1981)*

This article uses the social history of economic ideas and applies it to the case study of the French Socialist Party (PS), from its "rebirth" under François Mitterrand in 1971 to the latter's victory in the 1981 presidential election. This theoretical approach offers two methodological interests. First of all, it highlights an original configuration within the PS, in which the ideas it promoted were considered as a crucial weapon in the political contest. Most of its ruling elites took an interest in theoretical issues, which convinced them to systematically justify their political decisions by mobilizing a (more or less) complex theoretical apparatus. Second, the social history of economic ideas developed in this article is also a contribution to the wider debate on expertise and experts engaged in politics. Examining the economic history of the PS through the lens of its experts questions the widespread belief depicting the Western parties of government as "political corporations" only concerned with gaining power. Throughout the 1970s, the PS was also a receiver, a producer, and a mediator of heterodox economic ideas, such as the American neo-Marxism or the French "regulation theories." Yet the party's use of various forms of media (including conferences, books, brochures, newspapers, and journals) to promote its rejuvenated economic program underscores the existence of a strong concern for ideas, which existed neither in the previous period under Guy Mollet's leadership nor afterwards.

Keywords – french socialism, political parties, expertise, history of economic ideas, design and use of political programmes

---

91. *Ibid.*, p. 149-150.

92. Voir par exemple les travaux du Comité sur les politiques économiques (SICEP) créé par l'Internationale socialiste en 1983 dont les archives sont déposées au CAS-FJJ sous la cote 60 RI (WB) 215-221.